

Le conflit israélo-palestinien :

Un siècle d'histoire en 15 minutes !

Afin d'étudier une thématique particulière du conflit israélo-palestinien, il est indispensable de pouvoir s'en référer à l'histoire. En effet, le conflit ne date pas d'hier et le contexte doit être approfondi.

La naissance du sionisme : les prémisses du conflit

Theodor Herzl, un journaliste et écrivain juif autrichien, est l'initiateur du Congrès de Bâle de 1897, première réunion internationale du mouvement sioniste. Auteur du livre « Der Judenstaat » par lequel il préconise la création d'un Etat pour le peuple juif, Herzl va permettre la création d'un Fonds national juif, véritable institution bancaire sioniste spécialisée dans le rachat de terres en Palestine. Au départ, on dénombrait 50.000 Juifs sur ce territoire, ce qui représentait 9% de la population totale de l'époque. C'est seulement en 1905, après de nombreuses réflexions, que la destination palestinienne est envisagée pour la création du nouvel Etat.

La période coloniale(1916-1948)

En 1916, les Français et Britanniques signent les accords (secrets) de Sykes-Picot et se répartissent ainsi le contrôle sur le Proche-Orient. Réalisés au cours de la Première Guerre Mondiale, les deux puissances coloniales anticipent ainsi la dislocation de l'Empire ottoman et de son vaste territoire. Cet accord est particulièrement mal perçu par les nationalistes arabes de la région car il rend impossible la création d'un grand royaume hachémite en Transjordanie. L'enjeu du texte est d'autant plus important pour les Anglais au point qu'il leur permet d'accéder au Canal de Suez.

A travers la Déclaration Balfour de 1917, la Grande-Bretagne, nouvelle puissance occupante de la Palestine, donne son soutien à l'établissement d'un Foyer national juif sur ce territoire. A partir de ce moment-là, différents outils incitatifs à l'immigration (symboliques, légaux, institutionnels, financiers) vont émerger. La Grande-Bretagne doit toutefois attendre le 24 juillet 1922 afin que la Société des Nations lui donne mandat pour administrer la Palestine.

L'émigration de Juifs européens vers la Palestine va prendre de l'ampleur avec l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne. Sa politique antisémite et les actions perpétrées par le régime du IIIème Reich durant la Deuxième Guerre Mondiale (Nuit de Crystal, Shoah, camps de concentrations...) incitera au départ de nombreux Juifs. En Palestine, la population totale juive atteint les 28% en 1940.

Entretemps, les Palestiniens organisent une Grande Révolte contre l'autorité occupante et le mouvement sioniste qui s'établit. Leur volonté d'aboutir à une nation palestinienne par le biais d'une insurrection est violemment réprimée par

les milices sionistes qui se constituent en une véritable armée. Cette révolte s'est déroulée entre 1936 et 1939. En réaction à cette insurrection, la Grande-Bretagne va émettre un Livre blanc en 1939 afin de limiter l'immigration juive et l'acquisition de terres en Palestine.

En 1937, un premier plan de partage à l'initiative de William Peel propose l'octroi de 30% de la Palestine à un nouvel Etat juif (s'étendant d'Acre à Tel-Aviv). Le reste du pays serait rattaché à la Transjordanie (sous mandat britannique). Les territoires de Ramla, Nazareth et Jérusalem auraient un statut particulier. Les déplacements de la population palestinienne sont envisagés par le plan. Cette initiative ne sera jamais appliquée. Face à ce plan et au texte du Livre blanc, les sionistes marqueront leur désaccord et proposeront en 1942 - à New York lors du Congrès sioniste mondial (OSM) - le programme de Biltmore qui vise à instaurer un Etat juif sur toute la Palestine mandataire.



Carte 1 : Plan de partage proposé par la Commission Peel (source : Wikipedia¹)

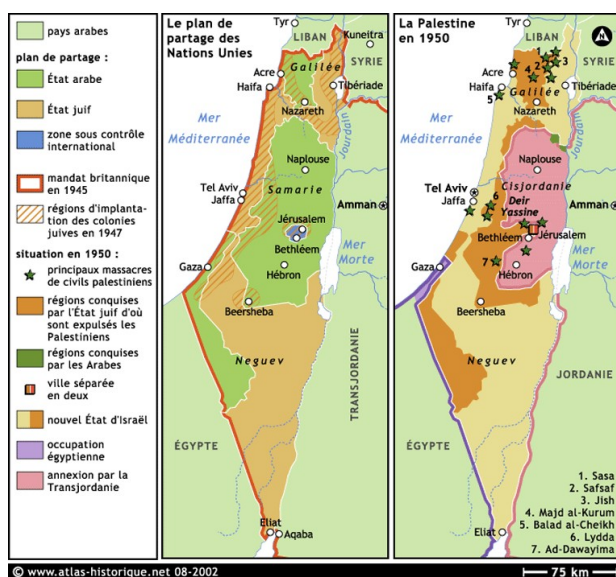
Pendant ce temps-là, sur le terrain, la tension est palpable et se manifeste par de violents affrontements.

La période coloniale prend fin lorsque le mandat britannique sur la Palestine expire le 14 mai 1948.

Du plan de partage à la première Intifada (1947-1987)

¹ http://commons.wikimedia.org/wiki/Image:Peel_map_pd.png?uselang=fr

En 1947, la résolution n°181 de l'Assemblée Générale de l'ONU est votée. Elle vise à établir un Plan de partage entre un Etat juif (qui occuperait 55% du territoire de la Palestine), un Etat arabe (qui occuperait 44% du terrain) et une zone internationale (1%) comprenant Jérusalem et les Lieux Saints. Le texte est approuvé par les autorités juives tandis que les Palestiniens émettent certaines réticences. Ce désaccord va se manifester à travers une guerre qui éclatera à la suite de la proclamation d'indépendance de l'Etat d'Israël par David Ben Gurion le 14 mai 1948. Ce premier conflit armé porte des noms différents chez les deux belligérants. Pour les Israéliens, il s'agit d'une guerre d'indépendance tandis que pour les Palestiniens, le terme Nakba semble le mieux refléter le point de vue arabe. Les armées des Etats membres de la Ligue arabe sont entrées en Palestine le 15 mai. Le conflit dura une bonne année et a vu triompher l'armée israélienne. L'Etat juif occupe alors à ce moment-là 78% du territoire et laisse les 22% restant respectivement sous contrôle jordanien (Cisjordanie) et égyptien (Bande de Gaza). La guerre a entraîné la fuite de près de 750.000 Palestiniens et a fait de la question des réfugiés une problématique préoccupante au regard du droit international, comme en témoigne la résolution n°194 de l'Assemblée Générale de l'ONU qui prévoit un droit de retour à ces personnes ou à des compensations. Nombreux sont ceux qui se retrouvent dans les pays voisins tels que le Liban, la Jordanie ou la Syrie.



Carte 2. La fin du protectorat britannique et la création de l'Etat d'Israël (source : www.atlas-historique.net²)

La seconde guerre israélo-arabe a éclaté en 1956 à la suite de la crise de Suez. Suite à la nationalisation du canal par l'Egypte, Israël a signé, via le protocole de Sèvres, un accord avec la France et la Grande-Bretagne. Ces trois pays ont trouvé des intérêts en commun pour envahir l'Egypte (la France et le Royaume-Uni étaient opposés à cette nationalisation, pourtant soutenue par les grandes puissances des deux blocs ; Israël convoitait également ce canal pour son transport maritime et avait des envies d'expansions territoriales sur le Sinaï). Le

² <http://www.atlas-historique.net/1945-1989/cartes/Palestine1948.html>

conflit s'est achevé en mars 1957 et a vu naître la première opération multilatérale de maintien de la paix des Nations-Unies.

Le 29 mai 1964, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) naît à Jérusalem-Est. Trois ans plus tard, la guerre des Six jours débute. Cette troisième guerre israélo-arabe voit l'armée israélienne envahir la Cisjordanie, la Bande de Gaza, Jérusalem-Est, le plateau syrien du Golan et le Sinaï. L'occupation israélienne est très controversée et entraîne un nouvel exode de quelque 200.000 Palestiniens. Le mouvement de colonisation prend ses origines à ce moment-là.

Le 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte sa résolution n°242 qui vise à atteindre deux objectifs : la sécurité étatique israélienne en échange du retrait des troupes juives des Territoires nouvellement occupés.

La quatrième guerre israélo-arabe sera celle du Kippour d'octobre 1973. Les armées syriennes, égyptiennes et jordaniennes ont décidé, lors de la fête juive du Grand Pardon, de récupérer les territoires qui leur appartenaient par le passé (à savoir, le Golan et le Sinaï). Le conflit a, une fois encore, vu la victoire de l'armée israélienne sur ses voisins. La résolution n°338 du Conseil de sécurité des Nations-Unies recommandant un cessez-le-feu et l'application immédiate de la résolution n°242 fait surface. C'est également en 1973 que Yasser Arafat devient le leader de l'OLP, organisation qui est par ailleurs reconnue comme « seul représentant du peuple palestinien »³ à la suite du sommet d'Alger du mois de novembre.

En 1975, une guerre civile éclate au Liban. Celle-ci oppose les fedayin alliés des organisations libanaises « islamo-progressistes » aux milices phalangistes (de la droite chrétienne) soutenues par les Israéliens. Il s'agit d'une sorte de projection du conflit israélo-palestinien sur le territoire libanais.

D'autres événements marquants vont avoir lieu avant la première Intifada. On peut notamment citer : les accords de Camp David de 1978 aboutissant à une paix séparée entre l'Égypte et Israël ; le vote de la Knesset (assemblée parlementaire israélienne) approuvant le choix de Jérusalem comme capitale « éternelle et indivisible » de l'Etat israélien (ce qui implique donc l'annexion de Jérusalem-Est, capitale du futur Etat Palestinien) en 1980 ; l'annexion du plateau du Golan syrien en 1981 ; l'invasion du Liban par Tsahal en 1982-1983 (sous le nom de l'opération « Paix en Galilée »). Enfin, c'est en 1987 qu'éclate la « révolte des pierres » (Intifada). Elle durera jusqu'en 1993 et entraînera la mort de 2.000 Palestiniens.

³ BACKMANN René, *Un mur en Palestine*, Gallimard, Folio actuel, Paris, 2006



Carte 3. Les territoires occupés par Israël depuis juin 1967 [ONU]⁴

Les tentatives de résolution du conflit (à partir de 1988)

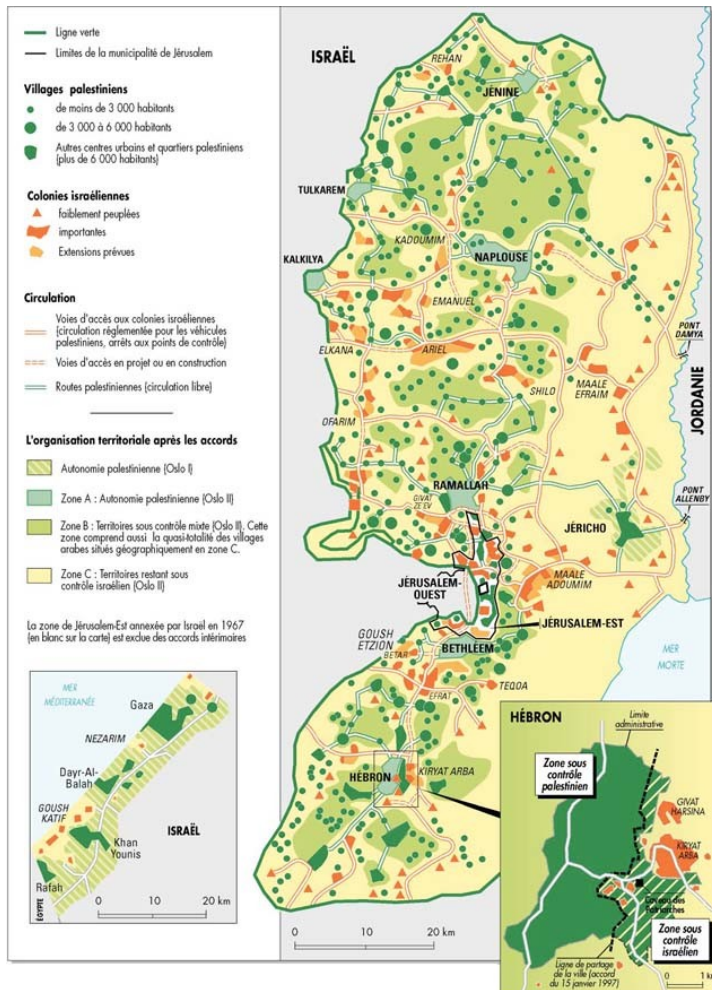
L'OLP, lors de la 19^{ème} session du Conseil national palestinien (CNP) à Alger, déclare l'indépendance d'un Etat palestinien sur base des résolutions de l'ONU susmentionnées. Cette déclaration ne sera pas reconnue sur le plan multilatéral mais certains pays reconnaîtront le nouvel Etat de manière unilatérale. Devant l'Assemblée générale de l'ONU, Yasser Arafat reconnaît l'existence d'Israël, dénonce « le terrorisme sous toutes ses formes » et accepte le droit international (promu par les résolutions des Nations-Unies).

Sur la scène internationale, le début des années 1990 est marqué par la première Guerre du Golfe. Après ce conflit où la victoire des forces américaines et alliées était écrasante, le Président Bush lance le 30 octobre 1990, avec son homologue russe, une première conférence de paix à Madrid. Cet évènement sera à l'origine d'une longue série de pourparlers entre le gouvernement israélien (dirigé à l'époque par Yitzhak Rabin du Parti travailliste) et l'OLP. Le 13 septembre 1993 sont signés les Accords d'Oslo I. Les Accords d'Oslo II suivront en 1995. Les plans en question visent à une reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, à un retour en Palestine des dirigeants de cette organisation, à un retrait partiel de l'armée israélienne de certains territoires, à la création d'une Autorité Palestinienne (AP) et au partage de la Cisjordanie en différentes zones de contrôle.

⁴ Consultable sur

http://tempsreel.nouvelobs.com/galleries_photos/20070605.OBS0318/israelpalestine_en_carte19472007.html

La division en trois zones : A (contrôle exclusif palestinien - en vert foncé), B (contrôle partagé - en vert clair) et C (contrôle exclusif israélien - en orange et jaune).



Carte 4. La répartition du contrôle des territoires selon les Accords d'Oslo II (source : Le Monde diplomatique⁵)

Ces différents textes ne seront pas complètement appliqués sur le terrain à cause de la montée de la violence et du radicalisme de part et d'autre (massacre de 29 Palestiniens par un colon à Hébron en février 1996, premier attentat suicide revendiqué par le Hamas en avril...) ainsi que par l'arrivée au pouvoir du Likoud de Binyamin Netanyahu en Israël en mai 1996.

De faibles avancées auront toutefois lieu comme en témoignent l'Accord de Paris de février 1996 traitant des questions économiques entre les deux belligérants et le Traité de paix entre Israël et la Jordanie en octobre de cette même année. Pour permettre aux Accords d'Oslo de voir le jour, un accord supplémentaire est signé à Wye River en 1998. L'objet du texte porte sur un retrait israélien partiel (13%) de la Cisjordanie en échange d'un engagement palestinien de lutter contre

⁵ <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/cisjordanieoslo2>

les mouvements terroristes. Les Accords de Sharm-el-Sheikh, signés par Ehud Barak du parti travailliste et Yasser Arafat le 4 septembre 1999, permettent aux Palestiniens de récupérer 7% du contrôle de la Cisjordanie.

Les troupes israéliennes se sont retirées du Liban en mai 2000. Quatre mois plus tard (le 24 septembre), la seconde Intifada éclatera. Elle fait suite à la visite d'Ariel Sharon (qui sera élu chef de gouvernement en février 2001) sur le site de l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem et à l'échec des Accords de Camp David initiés par le Président américain de l'époque, Bill Clinton.

Avec l'arrivée d'Ariel Sharon au pouvoir, on perçoit une montée du radicalisme politique en Israël. Différents évènements le prouvent : l'enfermement à la Mouqata'a (quartier général du chef d'Etat palestinien à Ramallah) et l'interdiction de voyager pour Yasser Arafat ; l'opération « Rempart » menée par Tsahal en mars 2002 qui avait pour but de lutter contre le terrorisme palestinien en assiégeant les villes des Territoire occupés ; le début de la construction du mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie mi-2002 ; l'exécution extrajudiciaire de Salah Chehadeh, ancien chef militaire du Hamas...

En avril 2003, une « feuille de route » est proposée par le Quartet (Etats-Unis, Russie, ONU et UE) afin d'aboutir à une paix durable en Israël/Palestine. Celle-ci exige l'arrêt de toute forme d'agression terroriste palestinienne contre Israël et la reconnaissance par ce dernier d'un Etat autonome palestinien. Pendant ce temps, sur la scène politique palestinienne, Yasser Arafat se voit contraint de nommer Mahmoud Abbas comme chef de gouvernement, à la suite de pressions américaines et israéliennes. Du côté israélien, la construction du mur se prolonge. Le gouvernement hébreu a approuvé la construction de 68 km autour de Jérusalem et de 430 km de barrières au sud d'Hébron. L'UE, l'Assemblée générale de l'ONU et la Cour internationale de Justice (CIJ) condamnent la construction du mur⁶.

A la suite de la mort de Yasser Arafat le 11 novembre 2004, Mahmoud Abbas prend la tête de l'AP. Le 28 mai 2005, Tsahal annonce qu'elle construira une barrière de sécurité entre la Bande de Gaza et l'Etat israélien. Afin de permettre cette mise en chantier, l'armée a procédé à une évacuation des colonies situées sur ce petit territoire entre le 15 et le 22 août.

En 2006, un véritable basculement a lieu sur les scènes politiques des deux belligérants. En Israël, Ariel Sharon (Kadima)⁷ est victime d'une hémorragie cérébrale et plonge dans le coma (toujours en cours à ce jour). Ehud Olmert a alors repris son poste avant et après les élections législatives de mars. Durant l'année 2006, Tsahal va mener deux opérations militaires au Liban (Opération « Punition adéquate ») sur la Bande de Gaza (Opération « Pluies d'été »).

⁶ L'UE a élaboré une résolution demandant l'arrêt de la construction du mur. Ce texte sera adopté par l'Assemblée générale de l'ONU le 21 octobre 2003. La CIJ, quant à elle, a remis son avis le 11 juillet 2004 en motivant sa contradiction avec le droit international.

⁷ Kadima est un parti politique centriste fondé par Ariel Sharon en novembre 2005. A la tête de ce parti, on retrouve aujourd'hui Tzipi Livni.

Du côté palestinien , le Hamas remporte haut la main les élections législatives du 25 janvier (avec 76 sièges sur les 132). Immédiatement, Israël déclare refuser de vouloir continuer des pourparlers avec une « organisation terroriste armée qui prône sa destruction »⁸. Les rapports avec l'Union européenne et les Etats-Unis tendent aussi à se glacer malgré la transparence de ces élections. L'arrêt de la rétribution des taxes douanières d'Israël vers la Palestine (prévu par l'accord de Paris de 1996) et la suspension de l'aide européenne à l'AP en avril 2006 (tant que le Hamas ne cesse pas toute forme de violence et ne reconnaisse pas l'Etat d'Israël) en sont des exemples. Du coup, la nécessité de former un gouvernement d'union nationale devient indispensable afin que l'AP puisse à nouveau bénéficier de ressources monétaires. Un Document de réconciliation nationale (basé sur le texte de l'initiative des prisonniers) voit le jour dans le but de satisfaire aux exigences du Quartet. Ismaïl Haniyé devient ainsi Premier ministre du gouvernement palestinien. L'accord sur la formation du gouvernement d'union nationale s'est concrétisé à Riyad le 8 février 2007. La vie politique palestinienne ne restera en équilibre que très peu de temps. En effet, dès juin 2007, des affrontements ont lieu entre les Palestiniens dans la Bande de Gaza. Le Hamas a pris le contrôle sur l'ensemble du territoire gazaoui ce même mois. Mahmoud Abbas (leader de l'OLP) déclare ainsi l'état d'urgence et fait appel à Salam Fayyad pour former un gouvernement de transition en Cisjordanie. Les aides financières européenne et américaine directes se sont rétablies.

Aujourd'hui, le conflit persiste toujours. On a pu vivre l'opération israélienne « Plomb durci » sur la Bande de Gaza l'hiver dernier ainsi que toute la polémique autour du rapport Goldstone. Au niveau des initiatives de paix, la conférence d'Annapolis (initié par le Président américain G. Bush) n'a rien donné et on se demande aujourd'hui si Barack Obama fera mieux que son prédécesseur en la matière. Son discours au monde musulman a été particulièrement bien accueilli mais concrètement sur le terrain, rien n'a changé. Dans les négociations actuelles, le statut de Jérusalem-Est et la colonisation sont les principaux sujets de discordance. Alors que pour les Israéliens, Jérusalem est considérée comme une capitale « éternelle et indivisible » et qu'un gel temporaire de la colonisation en Cisjordanie puisse être envisagé, les Palestiniens n'accepteront plus de pourparlers si la question de la colonisation à Jérusalem-Est n'est pas pris en compte.

⁸ Voir la chronologie du Monde diplomatique : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/a12330>